JOURNAL

Conversation avec Raymond Aron

Le texte qui suit est original à un double titre. Il s'agit d'un inédit de Raymond Aron. Il reproduit fidèlement un entretien accordé le 4 février 1983 à Yann Coudé du Foresto, étudiant à l'Institut d'Etudes politiques de Lyon. Raymond Aron a estimé lui-même inutile de réécrire ce texte, permettant ainsi de conserver la liberté du ton de la conversation*.

Nous remercions Yann Coudé du Foresto d'avoir confié cet entretien à *Pouvoirs* et Luc Ferry de cette initiative.

Exceptionnellement, pour laisser place à cette publication, le présent numéro ne comporte pas la **chronique de l'opinion publique.**

* *N.d.l.R.* Les intertitres sont de la rédaction.

Conversation avec Raymond Aron

YANN COUDÉ DU FORESTO

Paris, le 4 février 1983

Y. C. D. F. — Tout d'abord je veux vous remercier d'avoir bien voulu me recevoir et m'accorder cet entretien. Je vais vous poser des questions philosophiques puis, dans un second temps, des questions qui se rapprochent de l'histoire et même de la politique.

Raymond ARON. — Allons-y !

Tocqueville plus que Constant

Y. C. D. F. — Tout d'abord, que peut-on opposer au totalitarisme, sinon les idées de Benjamin Constant et d'Alexis de Tocqueville ?

Raymond ARON. — C'est une formule un peu catégorique. On peut opposer au régime totalitaire, tout au moins sous la forme soviétique, son inefficacité économique. On peut lui opposer les respects fondamentaux des droits de l'homme qui sont difficilement compatibles avec le pouvoir absolu d'un parti, lui-même soumis à une oligarchie de vieillards. En d'autres termes, il est facile, me semble-t-il, d'opposer au régime soviétique totalitaire les faits, enfin les caractéristiques de ce régime. Mais vous posez une autre question, à savoir au nom de quelle conception de la société peut-on s'opposer au régime totalitaire, vous citez Benjamin Constant et Tocqueville...

Y. C. D. F. — Ce n'est pas au hasard...

Raymond ARON. — Bien entendu, c'est une manière de me provoquer. Mais enfin Benjamin Constant a été un doctrinaire du libéralisme au début du XIXe siècle dans une période où la structure sociale des sociétés était tout à fait différente. Il reste des idées libérales de Benjamin Constant que l'on peut utiliser, mais ce serait un petit peu paradoxal de dire : à Marx, Lénine et Staline opposons... Benjamin Constant. Cela ferait plutôt rire ! Tocqueville c'est déjà plus convaincant, car il avait une certaine représen-

tation de la société moderne et il considérait que toutes les sociétés modernes évoluaient dans un sens démocratique, égalitaire en ce sens particulier que les statuts des personnes étaient de moins en moins dissemblables. Il définissait la démocratie par rapport à l'aristoeratie. Il plaidait que les sociétés démocratiques seraient supportables à condition d'être libérales. En ce sens, Tocqueville est une excellente eaution de l'antitotalitarisme à la fois parce qu'il en a vu la menace et désigné la réplique.

Y. C. D. F. — Alors justement, est-ce que le libéralisme peut être autre chose que conservateur ? Peut-il être progressiste ?

Raymond ARON. — Qu'est-ce que vous appelez conservateur et progressiste ?

Y. C. D. F. — Conservateur cela veut dire avoir toujours les mêmes idées et progressiste avoir des idées neuves, de progrès. Est-ce que par exemple la pensée libérale n'est pas incompatible avec le progrès social ?

Raymond ARON. — C'est idiot ce que vous dites ! Excusez-moi ! C'est dans les sociétés libérales qu'il y a eu le plus de progrès social. Vous n'êtes pas sérieux ! Ou alors vous confondez le conservatisme des idées et le conservatisme social. Peut-être avez-vous lu un compte rendu de l'un de mes livres où il y avait en effet une confusion entre ces deux idées. C'est vrai, les idées libérales ne sont pas nouvelles mais les idées nouvelles ne sont pas toujours justes et les idées qui ne sont pas nouvelles ne sont pas toujours désuètes ou anachroniques. La leçon la plus convaincante du XXe siècle, me semble-t-il, c'est que les révolutions sont très coûteuses, que toutes dégénèrent en régime totalitaire ou tout au moins autoritaire et que, en moyenne, finalement les sociétés qui ont à la fois respecté les droits de l'homme et amélioré les conditions sociales sont les sociétés que j'appelle démocratiques, libérales, ou constitutionnelles, pluralistes. Mais cela ne signifie pas que toutes les sociétés de notre époque soient capables de se gouverner de cette manière.

Y. C. D. F. — Justement, dans une émission de télévision, je crois, vous avez dit que si vous aviez vingt ans de moins, vous auriez utilisé ces années à renouveler la pensée libérale. Alors pouvez-vous nous expliquer comment ?

Raymond ARON. — (rires) Vous avez dit si j'avais vingt ans de moins, mais je n'ai pas vingt ans de moins ! Depuis cette émission dont le texte a paru dans un livre, *Le spectateur engagé*, il s'est écoulé un an et demi. En ce qui concerne les doctrines, je ne vois rien de fondamental à modifier. Mais il y a 2 ou 3 problèmes historiques qui sont posés de manière aiguë. D'abord, je n'ai pas écrit assez sur les problèmes d'égalité et d'inégalité en général dans les sociétés actuelles. D'autre part, mon analyse des sociétés démocratiques libérales était relativement optimiste, car elle se référait à une période favorable aux sociétés occidentales, sur le plan économique et social, et aujourd'hui nous sommes arrivés à une phase ou la super-démocratie, la super-social-démocratie, la redistribution des revenus arrivent à un point de rupture. L'Etat-Providence que Tocqueville avait

pressenti est aujourd'hui très avancé, il ne comporte pas de conséquences morales et politiques jusqu'à présent catastrophiques dans nos sociétés occidentales, mais l'Etat-Providence est de plus en plus difficile à financer et, je pense qu'au cours des quinze prochaines années, des années que je ne verrais pas, il y aura ou bien une aggravation du socialisme avec des conséquences déplorables, ou bien une réaction en sens contraire. Il faudra que nos sociétés occidentales maintiennent la Sécurité sociale dans ce qui est essentiel, mais qu'elles restituent à la partie de la population qui en a les moyens la responsabilité elle-même de son avenir et de sa sécurité sociale. L'expression est volontairement un peu difficile, car je ne sais pas sous quelle forme on sortira du développement indéfini des transferts sociaux, processus dans lequel nous sommes engagés dans toutes les sociétés occidentales et avec des obstacles accrus. Certains de ces obstacles sont dus au ralentissement de la croissance qui durera, mais pas indéfiniment, et d'autre part, de manière absolue, il est probable qu'une économie mixte risque de ne plus fonctionner, de ne plus progresser si le pourcentage des transferts sociaux par rapport au produit national continue à augmenter. Alors en un mot, je n'ai pas le temps, ni le loisir, ni la capacité de renouveler le libéralisme, mais je continuerais aussi longtemps que possible ma contribution au débat politique qui prend la forme actuellement de mes éditoriaux réguliers dans *L'Express* et de temps en temps d'un article dans *Commentaire.*

Y. C. D. F. — Justement, vous avez dit dans *Le spectateur engagé*, que vous vouliez être philosophe... Qu'est-ce que pour vous un philosophe et ne l'êtes-vous pas finalement devenu ?

Raymond Aron. — Au sens universitaire, j'ai cessé d'être un philosophe ; au sens professionnel du terme j'ai écrit des livres qui sont dans la zone intermédiaire entre la philosophie sociale et la science sociale. Certains de mes livres sont encore plutôt philosophiques, par exemple *Histoire et dialectique de la violence.* Le livre sur Clausewitz est difficile à définir, mais enfin je n'ai pas continué ce que j'aurais fait sans la guerre. Après *L'introduction à la philosophie de l'histoire*, j'ai fait autre chose.

Montesquieu et Aristote

Y. C. D. F. — Alors justement, parlons d'un philosophe dont vous suggérez qu'il est plutôt un précurseur de la sociologie, Montesquieu. Entendiez-vous, en lui consacrant un chapitre dans *Les étapes de la pensée sociologique*, répondre au livre d'Althusser *Montesquieu la politique et l'histoire ?*

Raymond Aron. — Oh non !

Y. C. D. F. — Il est paru peu auparavant...

Raymond Aron. — Oui, et j'ai lu le livre d'Althusser, qui est intéressant, mais ce n'est pas pour lui répondre que j'ai fait figurer Montesquieu dans *Les étapes de la pensée sociologique.*

Une autre année, à la Sorbonne, j'avais fait un cours, une année entière, sur Montesquieu et en étudiant ou en réétudiant Montesquieu, je me suis convaincu qu'il était parmi les grands penseurs de l'Occident, probablement le premier qui avait conçu clairement la problématique sociologique. Vous savez que lui-même met en épitaphe : *Prolem sine matre creatam.* En effet, on trouve chez lui à la fois la spécificité du social, le sens de la totalité sociale, la recherche des corrélations partielles entre les différents facteurs de la société. Ses analyses des régimes politiques sont dans une large mesure sociologiques. J'avais démontré de manière détaillée au cours d'une année en quel sens Montesquieu représentait le passage de la théorie politique à la sociologie moderne ; mais chez lui déjà, il y a la problématique sociologique et j'ajoute qu'aujourd'hui la génération de sociologues après moi, des gens comme Bourricaud sont d'accord avec moi. Montesquieu comme Tocqueville sont aujourd'hui partie intégrante de la série des grands anciens, ils font partie de la culture des sociologues d'aujourd'hui, ce qui n'était pas le cas il y a une trentaine d'années, quand j'ai commencé à enseigner à la Sorbonne. A supposer que j'ai fait quelque chose, certainement j'ai permis qu'aujourd'hui les sociologues français n'ignorent ni Montesquieu ni Tocqueville.

Y. C. D. F. — Alors justement, est-ce que l'empirisme de Montesquieu n'est pas incompatible avec votre refus de faire de l'auteur de *L'esprit des lois* une lecture historique comme Althusser ?

Raymond Aron. — (silence) Je ne sais ce que vous voulez dire.

Y. C. D. F. — Si vous préférez, pourquoi excluez-vous les contradictions entre la théorie qui semble défendre la droite et la pratique de cette théorie qui est à la base des idées révolutionnaires de gauche ?

Raymond Aron. — Ah oui, je vois. D'après mes souvenirs, il y avait selon le livre d'Althusser, deux pensées contradictoires dans le livre de Montesquieu. Il y a d'un côté chez lui l'observateur de la réalité sociale qui essaie de déterminer les causes de tel ou tel phénomène et d'un autre côté, le moraliste qui prêche ceci ou cela. Si vous voulez, la dualité de la neutralité scientifique et l'axiologie ou le système des valeurs. Et puis il y a une seconde contradiction qu'Althusser discerne dans Montesquieu. Montesquieu en un sens appartient à ce que l'on appelait au XVIIIe siècle le Parti germanique. Un défenseur de l'aristocratie, de la noblesse, et d'un autre côté ses idées ont éventuellement été à l'origine de la Révolution. En ce qui concerne la première contradiction, je l'ai utilisée et analysée rapidement, mais plus en détail dans le cours qui n'a pas été publié. Mais en ce qui concerne le deuxième point, la contradiction me paraît réductible car les libertés démocratiques, historiquement, sortent dans une large mesure, des libertés de la noblesse.

Y. C. D. F. — Ah bon !...

Raymond Aron. — En Angleterre, les libertés ont été obtenues d'abord par la noblesse et progressivement se sont étendues à l'ensemble de la Société. Et, en ce qui concerne les relations entre l'aristocratie et la liberté, lisez Tocqueville, il dit qu'il y avait une liberté de l'aristocratie qui était

une liberté privilégiée et d'autre part la vraie liberté égalitaire. Il y a peut-être une liberté inégalitaire à la suite des libertés que se sont assurées des groupes restreints, des nobles, des aristocrates. Le pouvoir absolu des monarques a été limité, amputé et à partir de cette limitation du pouvoir absolu des monarques il y a eu des libertés des communes, il y a eu des libertés des aristocrates. De ces libertés conquises sur l'absolutisme, sont sorties les libertés démocratiques. Alors en ce qui concerne les paradoxes, Montesquieu...

Y. C. D. F. — Est-ce qu'il a voulu défendre l'aristocratie à votre avis ?

Raymond ARON. — C'est difficile à dire, car Montesquieu n'a jamais dit de manière explicite quel était le régime le meilleur. Pourtant, dans le passé, les philosophes cherchaient à définir le régime le meilleur. Montesquieu en tant que sociologue s'interdit de dire de manière générale quel est le régime le meilleur. Alors en tant que magistrat, personnellement il était, partiellement au moins, du Parti conservateur mais d'un autre côté, par sa théorie de la séparation des pouvoirs il a exercé une influence considérable sur l'évolution constitutionnelle. Peut-être pas tellement en Angleterre mais aux Etats-Unis et peut-être dans une large mesure à partir d'une mauvaise interprétation.

Y. C. D. F. — Justement vous écrivez qu'il classe démocratie et aristocratie, deux types distincts chez Aristote, dans la République.

Raymond ARON. — (acquiescement).

Y. C. D. F. — Vous sentez-vous plus proche, dans ee cas, de la pensée aristotélicienne ou de celle de Montesquieu ? Est-ce que, à votre avis, démocratie et aristocratie peuvent être confondues dans un seul type ?

Raymond ARON. — Aristote avait fait une théorie des régimes en fonction de l'expérience des cités grecques, c'est-à-dire sur une expérience historique plus limitée, et pour lui, les régimes démocratiques où tous les citoyens participent à la souveraineté s'opposent aux sociétés aristocratiques dans lesquelles une fraction seulement participe à la souveraineté. Disons, si vous voulez, que la classification d'Aristote repose essentiellement sur le nombre des détenteurs de la souveraineté : un, quelques-uns, tous : monarchie, aristocratie, démocratie. Montesquieu fait une typologie des régimes autre, du fait qu'il combine avec le nombre des détenteurs de la souveraineté, l'opposition des modérés et des non-modérés ou des régimes légaux et des régimes arbitraires. Alors, de ce fait, il situe aristocratie et démocratie comme les deux espèces de la République, et ce qu'il a dans l'esprit ce sont les Etats-cités qui, considérés historiquement, appartiennent au même type, même si certaines de ces cités sont démocratiques et les autres aristocratiques. En revanche les monarchies modernes lui apparaissent, sociologiquement, appartenir à un type différent des sociétés anciennes. Alors il n'y a pas de raison de faire un choix radical entre les typologies. Je pense que les typologies politiques doivent être combinées avec la typologie des structures sociales. C'est personnellement ce que j'ai essayé de faire, par conséquent je suis à la fois comme tous le monde doit l'être, un élève de Montesquieu et un élève d'Aristote.

Y. C. D. F. — Par sa théorie des dimensions est-ce que Montesquieu ne conduit pas à un certain déterminisme historique ?

Raymond ARON. — Bien sûr, bien sûr !...

Y. C. D. F. — Alors vous n'êtes peut-être pas...

Raymond ARON. — ... mais si, il dit simplement que n'importe quel régime n'est pas possible dans n'importe quelles conditions.

Y. C. D. F. — Oui... ; tout de même il dit et c'cst vous qui le citez : « Un grand empire suppose une autorité despotique dans celui qui gouvernc. »

Raymond ARON. — Oui, c'est une idée banale cn son temps.

Y. C. D. F. — ... d'accord mais c'est contraire aux Etats-Unis par exemple !

Raymond ARON. — Ce n'est pas...

Y. C. D. F. — ... un grand pays...

Raymond ARON. — D'abord Montesquieu s'est trompé comme tout le monde. Il n'avait qu'une expérience historique limitée, et la société américaine n'avait pas d'équivalent dans le passé au moment où Montesquieu écrivait. En effet tous les auteurs du XVIIIe siècle ne croyaient pas qu'un régime démocratique soit possible dans un grand pays. Les Etats-Unis ne sont pas un grand empire : jusqu'à présent la constitution qui a été créée à la fin du XVIIIe siècle pour une fédération de petites républiques agraires continue de transformer, de présider au destin d'une grande puissance industrielle et internationale, ce qui prouve que... je dirais simplement pour reprendre la formule selon laquelle les grands empires exigent du pouvoir despotique, que je ne crois pas que l'Union soviétique telle qu'elle est puisse devenir jamais une démocratie, car c'est un grand empire.

Y. C. D. F. — Mais les Etats-Unis sont un grand empire !

Raymond ARON. — Ce n'est pas la même chose. Les Etats-Unis ne sont pas un grand empire au sens de Montesquieu, mais une communauté politique créée par des immigrants, à partir de rien. Alors que les grands empires sont normalement l'héritage de l'histoire. Aux Etats-Unis, il reste des différences d'ethnies mais il y a une citoyenneté américaine. L'Union soviétique...

Y. C. D. F. — ... c'est une hétérogénéité de peuples !

Raymond ARON. — ... ce sont non seulement des peuples extrêmement différents mais ce sont des peuples qui ont eu pour certains d'entre eux un passé d'indépendance ou de nationalité et c'est un pays qui a été créé à coups d'épée. C'est la Russie qui a créé un empire. Ce qu'on appelle la Russie, ce que le général de Gaulle appelait toujours la Russie, et bien, la Russie c'cst l'Empire russe. La Sibérie, l'Asie centrale, tout cela c'était des conquêtes causées par les armes, les autres par les déplacements de population. L'Union soviétique s'appelle Union des Républiques soviétiques, mais c'est en fait un empire de plus en plus militaire. Et cet empire militaire ne peut subsister tel quel que par un régime despotique. Ce qui ne signifie pas qu'il est indispensable que cet empire soit aussi despotique qu'il l'est. Il ne pourrait pas se maintenir s'il était comparable dans son régime à

l'Europe occidentale. On ne pourrait pas préserver l'unité de cet empire s'il y avait une liberté de discussion, autonomie authentique des républiques.

Y. C. D. F. — Bon, refermons la parenthèse sur Montesquieu. Je voulais vous demander si vous étiez disciple de quelqu'un, vous y avez répondu partiellement, de Montesquieu, d'Aristote et sans doute de beaucoup d'autres...

Raymond ARON. — Oui, oui, tout ce que vous voudrez... Ajoutez Max Weber !

Aronien de gauche

Y. C. D. F. — ... Max Weber bien sûr, mais est-ce que vous avez essayé de former des disciples de votre pensée ?

Raymond ARON. — Non.

Y. C. D. F. — Pourquoi, cela aurait été intéressant ?

Raymond ARON. — Parce que j'ai exercé une influence plus ou moins grande sur un certain nombre d'étudiants qui sont devenus des « maîtres ». Comme je ne suis pas un penseur systématique, il n'y avait aucune raison que j'aronise les étudiants. Je n'ai jamais eu cette prétention. Chacun de ceux qui ont suivi mon enseignement, surtout ceux qui sont de mes amis, ont d'une certaine manière été marqués par mon influence, mais cela ne va pas très loin. Certains sont relativement à gauche, d'autres relativement à droite, je dirais plutôt que c'est une attitude intellectuelle.

Y. C. D. F. — Justement un jour vous avez dit que vous étiez un aronien de gauche.

Raymond ARON. — Oui personnellement je suis plutôt un aronien de gauche que de droite.

Y. C. D. F. — Alors qu'est-ce qu'un aronien de gauche ? Est-ce proche d'un socialisme de droite ?

Raymond ARON. — Non... je ne crois pas !

Y. C. D. F. — Qu'est-ce que cela signifie alors ?

Raymond ARON. — Cela veut dire que j'ai conservé probablement le système de valeur de la gauche, des socialistes, mais un scepticisme profond sur les moyens que les socialistes jugent opportun d'utiliser.

Y. C. D. F. — Quel est le livre auquel vous tenez le plus ? Est-ce qu'il y en a un que vous considérez essentiel ?

Raymond ARON. — En général celui que je préfère c'est le dernier.

Y. C. D. F. — En ce moment ?

Raymond ARON. — Je mets en dehors *Le spectateur engagé*, car ce n'est pas un livre et d'autre part comme il m'a pris en tout et pour tout neuf après-midi, je ne le prends pas très au sérieux. Cela dit, c'est celui qui a eu le plus de lecteurs... Non, sauf les *18 leçons* ! Aujourd'hui, le dernier livre sérieux c'est le *Clausewitz*, pour lequel j'ai encore un goût (1).

(1) Cet entretien a eu lieu avant la publication des *Mémoires*. *(N.d.l.R.)*

Y. C. D. F. — *L'introduction à la philosophie de l'histoire ?*

Raymond ARON. — C'est vieux, non je l'écrirais autrement aujourd'hui.

Y. C. D. F. — Vous dites avoir écrit dans *L'introduction à la philosophie de l'histoire* qu'en matière d'histoire, la théorie précède l'histoire, et que la théorie est philosophie. Vous rappelez ces propos dans *18 leçons sur la société industrielle* et vous écrivez que vous n'en êtes plus tout à fait sûr... Aujourd'hui votre pensée a-t-elle évolué à ce sujet ?

Raymond ARON. — (rires) Oui. *L'introduction à la philosophie de l'histoire* a été écrit dans un style très abstrait avec des formules très catégoriques. La formule « La théorie précède l'histoire » a été citée abusivement par beaucoup d'historiens dans des sens très différents et aujourd'hui il faudrait nuancer. Cela dépend de quelle sorte d'histoire, disons que le livre d'histoire contient en lui-même l'interprétation ou non. Cette phrase, je crois, se rapportait à l'histoire des religions. Dans ce cas-là, en effet, la question est difficile. Peut-il y avoir une histoire de la religion qui soit la même pour les croyants et pour les non-croyants ? Jusqu'à un certain point oui, mais je dirais volontiers, jusqu'à un certain point seulement.

Y. C. D. F. — Pourquoi vous êtes-vous plus intéressé à la tradition allemande des sciences sociales, c'est-à-dire aux philosophes critiques de l'histoire comme Weber, qu'à la tradition française ?

Raymond ARON. — Qu'est-ce que la tradition française ? Durkheim ?

Y. C. D. F. — Oui, entre autres...

Raymond ARON. — C'est un peu par hasard (silence). J'explique cela dans mes mémoires. Je n'ai eu comme professeur de sociologie à la Sorbonne que des disciples secondaires de Durkheim. D'autre part, à l'époque j'étais très métaphysicien, ou bien intéressé par la politique. Or ce qui est le moins révélateur, le moins original, dans Durkheim c'est la politique. Lui a été un vrai sociologue dans le sens qu'il a été un sociologue du social. Moi j'ai été davantage un sociologue de l'économique et du politique. Il est donc compréhensible que j'ai été touché par la grâce sociologique plutôt en lisant Max Weber qu'en lisant Durkheim.

Y. C. D. F. — Justement, quelles sont selon vous les vertus essentielles que devrait posséder un homme politique ?

Raymond ARON. — (rires) Je n'en sais rien, car il y a deux sortes de qualités. Il y a les qualités nécessaires pour arriver au pouvoir, qui sont secondaires, et les qualités nécessaires pour exercer le pouvoir et qui sont très souvent contradictoires. Comme j'ai dit souvent, la plus grande difficulté de la politique c'est de comprendre que les qualités nécessaires pour arriver au pouvoir ne sont pas de celles qui garantissent l'exercice du pouvoir.

Y. C. D. F. — Justement, les dons oratoires ou l'emphase envoûtante vous semblent-ils être un facteur déterminant dans la carrière d'un homme politique aujourd'hui comme ce fut le cas pour Hitler.

Raymond ARON. — Aujourd'hui il faut passer à la télévision. C'est autre chose... Un homme comme Chaban-Delmas a beaucoup souffert

du fait qu'il passe mal à la télévision. Michel Debré passe mal à la télévision. Mais il ne faut pas exagérer. Mitterrand n'a jamais été de première qualité à la télévision. Giscard était bien meilleur, ce qui lui a permis de gagner une fois mais pas deux, ce qui montre tout de même les limites de la télévision.

Y. C. D. F. — Oui, mais là il y avait d'autres facteurs ! Dans *L'opium des intellectuels* vous avez écrit que s'il existait un Parti socialiste assez vaste, il ne serait pas inimaginable que vous vous y retrouviez avec Sartre et Merleau-Ponty. Ces deux derniers ont disparu, mais aujourd'hui le Parti socialiste est assez vaste, il y a des tendances très diverses. Vous n'avez pas trouvé votre place...

Raymond ARON. — Non, car le Parti socialiste français a de curieuses idées. Revenir à un programme qui était original il y a quatre-vingts ans. Je dirais volontiers, comme Rocard, « Les archaïsmes », les nationalisations du système de crédit et des grandes entreprises industrielles, c'est idiot ! et coûteux et peut-être à terme désastreux. Je pense que les syndicats sont nécessaires, mais je pense que l'extrême syndicalisation dans l'université, dans le système de santé, un peu partout, c'est la garantie de la médiocrité et de la décadence. Le syndicalisme est un mal nécessaire, c'est un mal nécessaire et qui a eu un grand passé. Il a été absolument nécessaire pour modifier les relations sociales mais aujourd'hui...

Y. C. D. F. — ... il est à l'origine du progrès social !

Raymond ARON. — Il y a contribué, il a joué un rôle considérable mais aujourd'hui surtout avec nos syndicats, politisés et surtout dans l'université, je dirais que les syndicats sont pires que les enseignants.

Y. C. D. F. — Justement, vous avez écrit dans *Le spectateur engagé*, que plus vous avez étudié l'économie politique moins vous étiez socialiste.

Raymond ARON. — C'est vrai !

Y. C. D. F. — Il y a donc antinomie entre les deux !...

Raymond ARON. — Non parce qu'il y a des économistes remarquables plus ou moins socialistes, mais le mot socialiste a beaucoup de sens. *Le spectateur engagé*, c'était de la conversation. Je dirais simplement que, étant donné la part inévitable de l'intervention de l'Etat dans le fonctionnement de l'économie, il vaut mieux ne pas en remettre par le fait que l'on est socialiste, il y en a déjà assez qui est inévitable. En ce qui concerne la gestion des entreprises il est préférable de la laisser aux entreprises privées pour les contrôler et les menacer de la nationalisation. Une fois qu'on les a nationalisées on a perdu le pouvoir sur elles. Regardez l'EDF, elle est beaucoup plus dangereuse maintenant qu'elle est nationalisée que si c'était une entreprise semi-publique.

Y. C. D. F. — Vous n'êtes quand même pas pour une dénationalisation ?

Raymond ARON. — Non, ce n'est pas possible. Mais le 1 % du chiffre d'affaires qui est donné au comité d'entreprise de l'EDF...

Y. C. D. F. — ... c'est monstrueux !

Raymond ARON. — C'est vous qui le dites !

Mendès France

Y. C. D. F. — Comment vous situez-vous par rapport au mendésisme ?

Raymond ARON. — Mendésisme ? Ça n'a jamais existé !

Y. C. D. F. — Par rapport à Mendès France. Parce que c'était un économiste qui se situait à gauche mais aussi un anticommuniste, finalement comme vous.

Raymond ARON. — La vérité est que je vais être impertinent. J'avais beaucoup de considération pour le courage et le caractère de Mendès, mais je n'ai jamais été capable de savoir sa pensée, s'il en avait une, car pratiquement il n'a presque rien écrit. Alors le mendésisme c'est un mythe des intellectuels. Mais je n'ai que du respect pour lui. Pendant la guerre il a été admirable de courage, il a rendu service à la France en liquidant la guerre d'Indochine en 1954. En 1958, il a refusé la Ve République et depuis 1958 il a cessé de jouer un rôle politique.

Y. C. D. F. — Finalement est-ce que vous ne croyez pas qu'il avait les vertus pour exercer le pouvoir mais pas pour y accéder ?

Raymond ARON. — J'accepterais en tout cas sans aucun doute la moitié de votre proposition !...

Y. C. D. F. — C'est-à-dire ?

Raymond ARON. — C'est-à-dire qu'il n'avait pas les qualités nécessaires pour arriver au pouvoir. Il y est arrivé une fois en se situant dans une position radicale. Après 1958, il n'a pas accepté la Ve République, il est donc sorti du jeu. Il n'y a rien à en dire. Peut-être aurait-il pu, et je le crois, gouverner convenablement. En tout cas à la veille de sa mort, il disait à Tournoux tout le mal qu'il pensait de la gestion du gouvernement socialiste.

Y. C. D. F. — Pourtant à la veille de sa mort on avait opéré le changement, le virage à 180° !

Raymond ARON. — Il est mort quand exactement ?

Y. C. D. F. — Au mois d'octobre.

Raymond ARON. — L'ensemble n'était pas encore...

Y. C. D. F. — Concluant ?

Raymond ARON. — Oui. En tout cas vous avez lu la dernière conversation entre Mendès et Tournoux. La presse n'en a pas beaucoup parlé.

Y. C. D. F. — Dans *Le Figaro*...

Raymond ARON. — Oui c'est-à-dire dans les journaux d'opposition, mais dans les journaux de la majorité...

L'Union soviétique

Y. C. D. F. — Il y a-t-il selon vous une logique du totalitarisme au sein du communisme et cette logique est-elle fatale ?

Raymond ARON. — Oui, l'expérience le démontre. Dans tous les pays

où le Parti communiste a pris le pouvoir il y a eu la même logique avec des nuances secondaires... il y a des nuances parce que dans certains pays ce n'est pas un régime national, c'est un régime imposé par l'étranger. Il n'y a pas un régime communiste en Pologne ou en Hongrie, il y a un régime étranger par l'intermédiaire des Polonais et des Hongrois. S'il n'y avait pas d'armée russe, ces régimes ne dureraient pas. C'est-à-dire que ce n'est pas comparable aux pays où le Parti communiste a réellement pris le pouvoir. Là, c'est un régime colonial camouflé par l'idéologie.

Y. C. D. F. — Vous avez dit justement que l'on pouvait faire la révolution en vue de la démocratie, mais que d'ordinaire, on ne fait pas démocratiquement une révolution.

Raymond ARON. — Bien sûr !

Y. C. D. F. — Est-ce que cela n'explique pas l'Etat actuel de l'URSS dont la révolution ne serait pas achevée ?

Raymond ARON. — Je n'ai pas dit que toutes les révolutions conduiraient logiquement à une démocratie. Je m'efforce surtout de dissiper l'idée que la révolution en tant que telle est une bonne école de la démocratie ; c'est le contraire. La révolution c'est la violence, la violence d'une minorité, c'est la prise du pouvoir par un groupe. Si la prise du pouvoir par la violence traduit la volonté de la population, et si c'est un groupe social qui a le désir de créer des institutions libérales, la révolution est pour ainsi dire créatrice de la démocratie. Mais lorsque la révolution est inspirée par une doctrine, non par une volonté démocratique, mais par une doctrine millénariste, doctrine du pouvoir absolu d'une classe, la révolution conduit à un despotisme qui se perpétue !

Y. C. D. F. — C'est selon vous le cas actuel en URSS ?

Raymond ARON. — Certainement. Mais c'est une opinion qui n'est pas nouvelle chez moi, et qui s'est jusqu'à présent confirmée par un peu plus de soixante années.

Y. C. D. F. — Pourtant d'après Lénine, le but de la révolution c'était la conquête du pouvoir par les prolétaires.

Raymond ARON. — Oui, mais il voulait créer un certain type de société qui ne peut pas être démocratique et libéral. En tant que chef de la révolution, Lénine était un grand homme, en tant que penseur de la politique, ce n'est rien. Il est la mesure du contraire de ce qu'il voulait faire ou, en tout cas, si c'est cela qu'il voulait faire, il n'y a pas de raison de l'admirer ou s'il a fait le contraire de ce qu'il voulait faire, il n'y a pas non plus de raison de l'admirer sauf si l'on est tout à fait cynique, si l'on croit à la ruse de la raison, c'est-à-dire qu'en dernière analyse, les hommes ne savent jamais ce qu'ils font et qu'ils finissent par faire ce que la raison ordonne ; mais il faut être très optimiste.

Y. C. D. F. — Croyez-vous comme Toynbee et Spengler qu'une société unitaire, sans classe, comme elle est décrite par les marxistes, est impossible du fait des différences culturelles ?

Raymond ARON. — En l'état actuel des sociétés, l'élimination des différences et des distinctions est impossible. Pour l'instant toutes les

sociétés complexes que nous connaissons sont des sociétés hétérogènes. En ce qui concerne l'avenir dans un certain nombre de siècles, je n'en sais rien. Pour parler en termes politiques, c'est-à-dire à l'horizon de quelques dizaines d'années, ce qui est le maximum, on peut dire que toutes les sociétés sont hétérogènes et inégalitaires en dépit du principe égalitaire.

Y. C. D. F. — Justement en parlant de cet horizon de quelques dizaines d'années vous avez écrit dans *L'Express* du 25 novembre 1982 que « Andropov était un ennemi plus redoutable que Brejnev, car il est plus intelligent que lui ». Est-ce que selon vous l'intelligence pourrait être une contre-vertu, un vice ?

Raymond Aron. — Ecoutez, l'intelligence n'est pas un vice mais quand vous avez un ennemi, vous préférez que cet ennemi ne soit pas très intelligent. Quand vous jouez au tennis, et quand vous voulez gagner, vous préférez que l'adversaire fasse des fautes.

Y. C. D. F. — D'accord mais vous pouvez penser que l'adversaire va essayer de se rapprocher de nous, qu'Andropov va...

Raymond Aron. — ... Mais Andropov c'est un communiste comme les autres. C'était le chef du KGB, par conséquent c'était un homme de pouvoir, cynique, il a éliminé la dissidence à l'intérieur de l'Union soviétique. Simplement comme il est plus intelligent que les autres il a été moins brutal, il ne les a pas tués tous tout de suite. Il en a fait sortir un certain nombre. Cela a été un mélange de techniques plus ou moins brutales et plus ou moins subtiles. C'est-à-dire qu'un ennemi intelligent comporte certains avantages mais aussi des inconvénients. Je l'ai écrit surtout parce que la plus grande partie de la presse dans le monde, je ne sais pas pourquoi, s'est ridiculisée comme d'habitude en disant qu'Andropov était un libéral. C'était complètement idiot et cela m'a mis légèrement en colère ; enfin très peu, mais j'éprouvais le besoin de dire autre chose que tous ces eons !

La guerre

Y. C. D. F. — Dans *Paix et guerre entre les nations* vous faites une différence entre les théoriciens de la guerre qui considèrent cette dernière légale comme Hegel et ce qui se passe en 1914 ou la guerre est déclarée injuste, illégale... Quel est donc selon vous le statut des guerres d'aujourd'hui : Irak-Iran, Liban, Malouines ?

Raymond Aron. — C'est une question intéressante. Mais les textes de *Paix et guerre* auxquels vous faites allusion ont été dans une large mesure inspirés par l'œuvre de Carl Schmitt, le juriste allemand. Les Européens avaient fait de la guerre un droit des gens où il y avait une distinction radicale entre la légalité de la guerre et la moralité de la guerre. Lorsque la guerre était livrée conformément aux règles, on pouvait dire que l'un ou l'autre avait raison ou tort, mais la guerre n'était pas un crime légal. La première guerre 14-18 a pris une telle ampleur que des deux côtés on a organisé l'enthousiasme et une guerre, qui au point de départ devait

être une guerre ordinaire comme toutes les autres, est devenue hyperbolique et plus ou moins une croisade au nom d'idéologies auxquelles les gouvernements ne croyaient pas beaucoup. Alors aujourd'hui il ne reste pas grand-chose du droit international européen, du droit des gens, de telle sorte que la plupart des guerres ne sont pas déclarées, la plupart des guerres ne se terminent pas par des traités de paix. Il n'y a pas eu de traité de paix après la deuxième guerre mondiale. Il y a eu la capitulation inconditionnelle qui, pour la première fois en Europe, a eu pour conséquence de supprimer l'existence de l'Etat allemand, de telle sorte que l'Etat allemand qui avait fait la guerre et déclaré la guerre est, si j'ose dire, revendiqué par deux Etats différents. Aucun des deux n'étant entièrement la suite de l'Etat de 1939. Alors la plupart des guerres aujourd'hui ne sont pas déclarées, et on peut dire simplement que c'est l'un ou l'autre qui en a pris l'initiative. Les Etats-Unis ont fait la guerre en Corée et au Viêtnam sans qu'il y eût de déclaration de guerre. Le droit international aujourd'hui est très loin du droit des gens d'avant 1914.

Y. C. D. F. — Il a beaucoup évolué. Vous parlez justement de la première guerre mondiale après laquelle nous avons eu le poincarisme, dont vous avez écrit que vous étiez contre, mais croyez-vous que si nous avions eu une attitude plus souple vis-à-vis des réparations on aurait pu avoir un rapprochement avec l'Allemagne ?

Raymond Aron. — C'est très difficile à dire. Ma génération, en majorité était affectivement, émotionnellement contre le poincarisme, mais il avait été désireux de la réconciliation avec l'Allemagne. Est-ce qu'une autre politique française aurait évité le national-socialisme, personne ne peut le dire. Ce qui a été la cause directe du succès national-socialiste, cela a été la crise économique. Les années antérieures de la diplomatie française ont une part de responsabilité, mais la crise économique une part beaucoup plus grande.

Les droites en France

Y. C. D. F. — Voici maintenant une question beaucoup plus de politique actuelle. Quelle doit être le rôle d'un ancien Président de la République, pour ne pas le nommer ? Doit-il jouer le rôle d'un « sage » ou bien celui d'un leader politique ?

Raymond Aron. — S'il avait 70 ans il pourrait devenir un sage, s'il est au-dessous de 60 ans, il ne peut pas jouer au sage.

Y. C. D. F. — Mais doit-il obligatoirement rentrer dans le jeu...

Raymond Aron. — C'est son droit.

Y. C. D. F. — Mais est-ce son devoir ?

Raymond Aron. — C'est à lui d'en juger.

Y. C. D. F. — Et qu'en pensez-vous ?

Raymond Aron. — Je ne m'instaure jamais en juge moral du comportement des autres.

Y. C. D. F. — Avez-vous l'impression qu'il y a une résurgence du racisme et de la xénophobie du fait de la situation économique actuellement ?

Raymond ARON. — Il y a toujours une certaine dose de xénophobie...

Y. C. D. F. — Est-elle supérieure en ce moment ?

Raymond ARON. — Elle est un peu plus forte dans les régions où la concentration d'étrangers est plus forte. Il est possible que le chômage suscite un sentiment un peu simple du type : s'il y avait moins d'étrangers, il y aurait moins de chômeurs français. Ce n'est pas nécessairement vrai, mais c'est un raisonnement qui vient facilement à l'esprit, qui est souvent adopté. Le problème essentiel n'est pas les Français, ce sont les immigrés. Qu'il y ait plus ou moins de xénophobie, ici ou là, fait partie de l'état des choses, mais ce qui se passe dans un certain nombre d'usines signifie l'explosion possible pour l'ensemble de la société française. Pour l'avenir il y a un problème c'est le problème des immigrés et de leurs enfants. S'ils veulent ou ne veulent pas devenir Français, s'ils peuvent ou ne peuvent pas être assimilés.

Y. C. D. F. — C'est un problème d'assimilation.

Raymond ARON. — C'est le problème, il existe en Angleterre.

Y. C. D. F. — En Allemagne ?

Raymond ARON. — A un moindre degré en Allemagne. A la faveur de la grande expansion nous avons favorisé l'immigration. En tout cas aujourd'hui nous sommes incapables de fermer les frontières parce que les frontières de la France sont bien trop grandes, sont trop longues et ils continuent d'y entrer, je ne sais pas combien mais probablement au moins 100 000 étrangers par an. Le problème de la xénophobie des Français est un petit problème, les problèmes des étrangers est un grand problème.

Y. C. D. F. — Avez-vous toujours le projet d'écrire un grand livre sur Marx ?

Raymond ARON. — Non, peut-être un essai.

Y. C. D. F. — Un essai ?

Raymond ARON. — Oui, un essai (silence). D'ailleurs personne ne s'intéresse plus à Marx. Il est frappant qu'en 1968, pour le 150e anniversaire de la naissance de Marx, tout le monde avait fait des colloques.

Y. C. D. F. — Et là il va y avoir le 100e anniversaire de sa mort...

Raymond ARON. — Rien n'est préparé...

Y. C. D. F. — Enfin dernière question, est-ce que vous vous reconnaissez dans la classification de René Rémond les droites en France ?

Raymond ARON. — Où me met-il ?

Y. C. D. F. — Je lui ai posé la question hier soir lors d'une conférence qu'il est venu faire à Sciences po et il m'a dit que vous étiez un libéral indépendant.

Raymond ARON. — Moi je veux bien !

Y. C. D. F. — Vous connaissez sa trilogie ?

Raymond ARON. — Il y a les conservateurs, les bonapartistes et les orléanistes. C'est plus convaincant au XIXe siècle parce qu'il est obligé de

mettre dans le bonapartisme toute la droite révolutionnaire du livre de Sternhell. Ce que l'on peut mettre dans la droite bonapartiste ce sont les gaullistes. J'ai fait la comparaison plusieurs fois.

Y. C. D. F. — Vous savez qu'on rapporte qu'à l'école de guerre, de Gaulle disait en substance, parlant de Napoléon, qu'en présence d'une aussi prodigieuse carrière le sentiment demeure partagé entre le blâme et l'admiration.

Raymond ARON. — Oui, enfin est-ce que le souvenir de la gloire balance les pertes immenses ?

Y. C. D. F. — Il est exact qu'à l'étranger, Napoléon est l'un des personnages français les plus connus...

Raymond ARON. — L'étranger a tendance à aimer la France pour ses catastrophes, sa révolution, Napoléon !

Y. C. D. F. — Est-ce que vous pensez que de Gaulle c'était une catastrophe ?

Raymond ARON. — Je n'ai pas dit cela pour de Gaulle, car de Gaulle dans l'ensemble a été ce qui est très rare en France, un grand homme qui a rendu service à la France.

Y. C. D. F. — Enfin, il était quand même imprégné de bonapartisme.

Raymond ARON. — Non, c'était au-delà, c'était plutôt un tempérament monarchiste qui était obligé de jouer un rôle bonapartiste.

Y. C. D. F. — Je vous remercie.